

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

INSTALLATION ET EXPLOITATION D'UN DISTRIBUTEUR AUTOMATIQUE DE PIZZAS

Entre :

La Commune de Le Val d'Hazey, représentée par son Maire, Monsieur Philippe COLLAS, dûment habilité à cet effet par une délibération n°03-24-09-2024 du Conseil Municipal en date du 24 Septembre 2024, ci-après désignée « La Commune »,

D'une part,

Et :

La société « CV DR », SAS au capital de 1.000€ immatriculée le 16 Décembre 2019 sous le n° RCS 879.818.409.00010 et représentée par Monsieur Cédric VAN LIEDEKERKE, ci-après désignée « L'occupant »,

D'autre part.

Préambule :

Suite à la demande de la société « CV DR », pour l'installation d'un distributeur de pizza automatique sur le domaine public communal,

Il a été convenu ce qui suit :

1. Objet de la Convention

1.1. Qualification de l'occupation

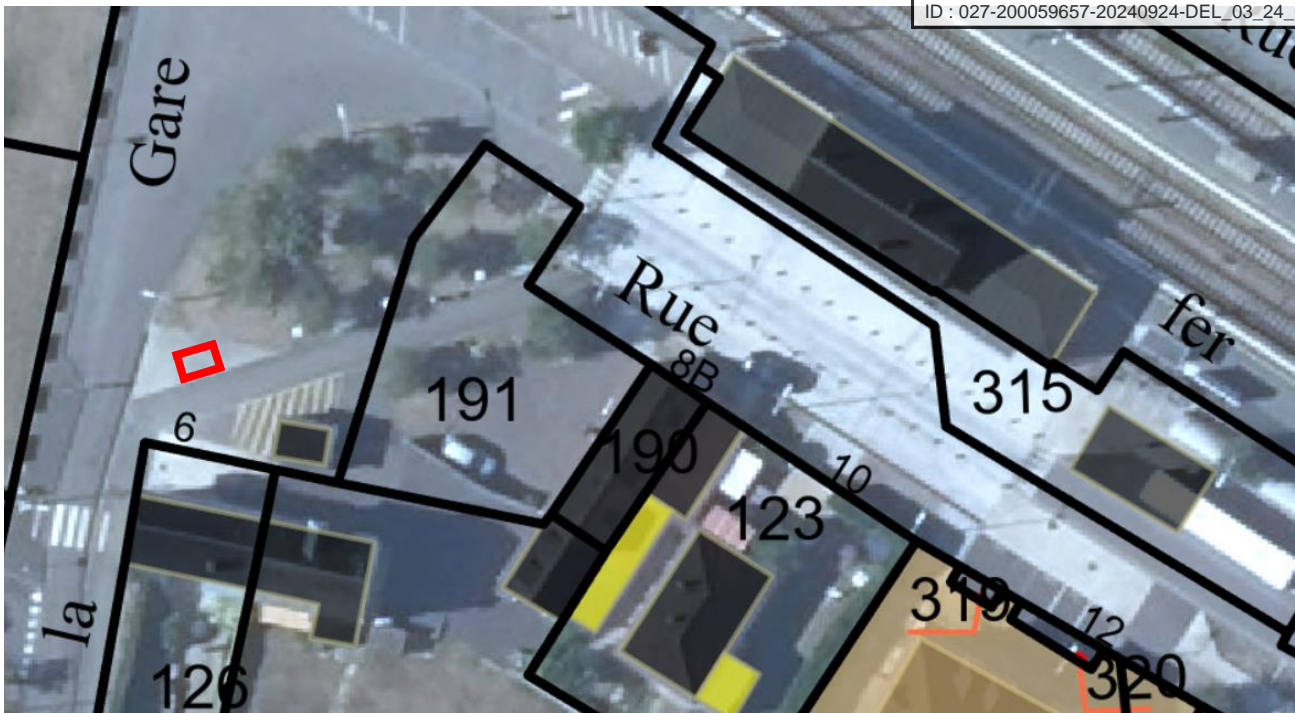
La présente convention porte sur l'occupation d'une emprise délimitée de 7,5m² (3,00 m x 2,50 m) faisant partie du domaine public de la Commune du Val d'Hazey au titre de l'article L2111-1 du Code général de la propriété des personnes publiques par son affectation à l'usage direct du public.

L'occupation prévue par la présente convention s'inscrit alors sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

1.2. Délimitation de l'occupation

L'occupation porte sur l'installation et l'exploitation d'un distributeur automatique de denrées alimentaires type pizzas à proximité de la gare SNCF, ce distributeur se trouvant sur une emprise matérialisée par le repère rouge sur le plan ci-dessous.

Le plan ci-dessous montre implantation du distributeur à pizza en traits rouges.



L'Occupant est tenu de respecter strictement la délimitation de l'emprise autorisée sur le domaine public et ne peut aucunement empiéter pour quelque raison que ce soit sur une surface non autorisée.

1.3. Absence de création de droit réel

L'occupation du domaine public est autorisée par la présente convention de manière temporaire et ne crée aucun droit réel au profit de l'Occupant et n'est pas susceptible de bénéficier d'une prescription acquisitive.

2. Caractère personnel de l'occupation

2.1. Autorisation pour l'activité actuelle de l'Occupant

L'autorisation d'occupation du domaine public est *intuitu personae* et est octroyée pour l'activité actuelle de l'Occupant. Elle ne bénéficie qu'à l'Occupant à titre personnel pour l'activité exercée à la conclusion de cette convention, à savoir l'installation et l'exploitation d'un distributeur automatique de pizzas. La présente convention ne pourra pas être transmise à un tiers à quelque titre que ce soit.

En cas de changement d'activité exercée par l'Occupant, celui-ci est tenu d'indiquer à la Commune la nouvelle activité exercée préalablement à sa mise en place. Il ne pourra bénéficier de l'emprise prévue sur le domaine public pour sa nouvelle activité qu'avec l'accord préalable de la Commune, et, le respect par celle-ci de ses obligations de publicité éventuelle.

2.2. Interdiction de la sous-location et de cession du titre

L'Occupant ne pourra pas faire bénéficier de son autorisation d'occupation du domaine public à l'un de ses locataires, à un locataire-gérant ou à un sous-locataire de son fonds de commerce.

De même, le droit d'occuper le domaine public octroyé par cette convention n'est pas susceptible de transfert en cas de vente du fonds de commerce ou reprise de l'exploitation du fonds de commerce par un autre commerçant.

2.3. Absence de droit acquis à l'occupation

La présente autorisation d'occupation temporaire du domaine public conférée à l'Occupant ne préjuge pas de son renouvellement en faveur de l'Occupant ou, le cas échéant, de son octroi au repreneur de l'exploitation du fonds de commerce de l'Occupant en cas de cessation de d'activité de ce dernier. Aussi l'Occupant ne pourra se prévaloir d'un droit au maintien dans les lieux au titre de cette autorisation.

3. Qualité de l'occupation

3.1. Etat des lieux

Un état des lieux est dressé contradictoirement, en présence des deux parties ou de leurs représentants à l'occasion de l'emprise déterminée sur le domaine public et lors de la fin de cette occupation. Les parties présentes à la convention déclarent connaître le bien ou l'avoir visité et vu suffisamment pour déterminer leur consentement. L'occupant déclare que pour l'installation du distributeur à pizza, il aura la nécessité d'installer 4 plots et une alimentation électrique.

4. Remise de l'emplacement

L'occupant précaire prendra l'emplacement dans l'état où il se trouvait avant la signature de la présente convention, avec la suppression des plots nécessaires à l'installation du distributeur à pizza et de l'alimentation électrique. Il déclare, en outre, bien le connaître pour l'avoir visité préalablement à la signature des présentes.

5. Conditions d'occupation

L'occupant précaire ne pourra procéder à aucune modification ou transformation sur l'emplacement sans l'accord express, écrit et préalable de la Commune.

Si des travaux ou modifications du site étaient réalisés sans l'accord de la Commune, celle-ci serait en droit d'exiger la remise en état antérieur dans les plus brefs délais et aux frais de l'occupant précaire.

À l'expiration de la convention ou si la résiliation a été prononcée en application de l'article 12 ci-après, l'emplacement devra être remis à la Commune en bon état de conservation et d'entretien.

Cette remise sera constatée par procès-verbal établi contradictoirement entre les parties, soit à la date d'expiration normale de la convention, soit au jour de sa résiliation. Tous les dégâts ou dégradations constatés seront mis à la charge de l'occupant précaire.

L'occupant précaire jouira des lieux en « bon père de famille ». Il veillera à la propreté constante de l'emplacement et des sanitaires et de ses abords immédiats.

6. Assurances

L'occupant précaire s'engage avant la prise de possession à contracter toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir le risque incendie et sa responsabilité civile. Il paiera les primes et cotisations de ces assurances de façon à ce que la Commune ne puisse en aucun cas être inquiétée.

La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie chaque année à la Commune par la production d'une attestation de l'assureur.

7. Redevance forfaitaire

L'occupant précaire paiera en règlement du droit d'occupation qui lui est consenti une redevance forfaitaire annuelle d'un montant 1 200,00 € payable en douze (12) mensualités de 100,00 € entre les mains du Comptable Public des Andelys dès présentation du titre de recette émis à cet effet par la

Commune. Cette redevance sera payable d'avance par trimestre pour un montant de 500€.

Le non-paiement de ce droit d'occupation entraînera la résiliation automatique de la présente convention.

8. Facturation des fluides

L'occupant prendra à sa charge les abonnements et consommations d'électricité ou autres fluides inhérents à l'installation, ainsi que les frais de raccordement et d'installation au distributeur.

9. Impôts, taxes et redevances spéciales

L'occupant précaire acquittera à partir du jour de l'entrée en jouissance de toutes taxes ou autres contributions liées à l'activité exercée dans les lieux pendant la durée de la convention de manière à ce que la Commune ne soit pas inquiétée à ce sujet.

10. Contrôle

La Commune pourra mandater tout agent compétent à cet effet pour contrôler le respect par l'occupant des obligations précitées.

11. Durée de la convention

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de 5 ans à compter de sa date de signature, tacitement reconductible dans les mêmes conditions une (1) fois pour une durée de 5 ans. À l'expiration de cette convention, quelle qu'en soit la cause, l'occupant ne pourra invoquer aucun droit au maintien dans les lieux ni réclamer aucune indemnité.

12. Résiliation de la convention

En cas de non-respect des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Commune à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en main propre contre récépissé, valant mise en demeure.

Par ailleurs, des travaux d'aménagement pouvant être réalisés sur le secteur de la gare SNCF pendant la durée de la présente convention, la Commune a la possibilité de dénoncer la présente convention à tout moment par envoi recommandé avec avis de réception avec un délai de préavis de 4 mois.

13. Recours

Les contestations relatives à l'interprétation et à l'application de la présente convention seront portées devant le Tribunal Administratif de Rouen.

Fait à LE VAL D'HAZEY, le2024

Pour la Commune de Le Val d'Hazey,
Philippe COLLAS, Maire

Pour l'occupant précaire,
La société « CV DR »
Monsieur Cédric VAN LIEDEKERKE